

## La Jeune Suisse et ses débuts en Valais 1835-1840.

(Travail présenté à la séance de Riddes le 1<sup>er</sup> décembre 1935).

Comme le corps d'un individu, l'histoire d'un peuple présente des endroits chatouilleux, des points névralgiques qu'il faut éviter de toucher ou ne toucher qu'avec prudence.

C'est une page douloureuse de nos annales que la *Jeune Suisse*, dont le nom évoque tant de rixes et de bagarres sanglantes, tant de divisions, de haines et de ressentiments entre concitoyens.

Eh bien ! malgré toute la délicatesse du sujet, j'estime que le recul des ans et l'apaisement des passions permettent de l'aborder devant un auditoire comme celui-ci.

On parle couramment du *tribunal* de l'histoire. Rassurez-vous, je ne serai ni juge ni avocat, — je n'en ai du reste pas la compétence — et m'efforcerai simplement d'être un témoin sincère et objectif, résumant ce que j'ai lu et

entendu, et cherchant à projeter un peu de clarté sur les débuts de cette association, assez peu connue du public et négligée à tort par nos historiens.

## 1. Une atmosphère de mécontentement.

Le 16 mars 1798, les représentants du Haut et du Bas-Valais signaient à St-Maurice la réconciliation des deux parties du canton et l'égalité des droits. Il ne devait plus y avoir ni sujets, ni seigneurs.

La constitution de 1802 adopta ce principe d'égalité, respecté encore durant l'annexion à la France. L'entrée du Valais dans la Confédération en 1814 aurait dû, semble-t-il, le sceller. Il n'en fut rien. La constitution cantonale du 12 mai 1814, inspirée par les cabinets d'Autriche, de Russie, d'Angleterre, et sur laquelle le peuple n'était pas consulté, consacrait de flagrantes injustices en maintenant la suprématie du Haut-Valais. L'article 15, en particulier, fixait la représentation à la diète par dixains, sans égard au chiffre de la population ; les 27.000 habitants du Haut y disposaient de 32 suffrages, non compris les quatre de l'évêque, tandis que les 36.000 du Bas n'y en avaient que 20 ; le privilège s'étendait sur toute la ligne : au Conseil d'Etat, siégeaient trois Hauts-Valaisans contre deux Bas-Valaisans, au Tribunal suprême, huit contre cinq. Par contre les charges militaires et fiscales étaient proportionnées à la population, par exemple, le Bas-Valais fournissait 1210 habitants à l'élite et à la landwehr ; le Haut-Valais, 768. Enfin, aucun changement ne pouvait être apporté à la constitution, sans avoir été adopté par deux diètes consécutives et à la majorité de 39 suffrages sur 56.

Le Bas-Valais était ainsi réduit au rôle de paria plutôt que de frère et d'égal ; sa susceptibilité fut en outre blessée par la demande inconsidérée d'une indemnité pour participation aux domaines nationaux. Aussi l'impulsion nouvelle donnée aux aspirations populaires par la révolution de juillet 1830 en France, imitée, avec ou sans succès, en Belgique, en Allemagne, en Pologne, etc., trouva-t-elle en Suisse et en Valais en particulier un écho sympathique. La sainte alliance des rois qui, en abattant Napoléon croyait avoir terrassé la Révolution française et anéanti ses conquêtes, voyait se dresser devant elle la sainte alliance des peuples, chantée par Béranger et organisée par Mazzini ; à la notion de la royauté de droit divin, s'opposait le séduisant principe de la souveraineté du peuple.

Sur la vallée du Rhône soufflait un vent de fronde qui devait emporter bientôt abus, privilèges et tous vestiges de temps révolus.

La fameuse *loi organique* déclenchait des troubles à St-Maurice, en Entremont, à Martigny (1831). Dans cette dernière commune, non encore démembreée, l'agitation devait se prolonger pendant quatre ans.

Dès 1829, l'*effervescence démagogique*, comme disait un grand baillif, se manifeste à Conthey, à Savièze, à Lens ; elle gagne Monthey et s'étend à tout le Bas-Valais, à la suite de l'échec du projet de révision du pacte fédéral.

auquel les libéraux s'étaient ralliés avec enthousiasme et qui donna lieu à la bastonnade de Martigny (11 avril 1833). Le conseil d'Etat et les tribunaux qui avaient été d'une rigueur excessive vis-à-vis des instigateurs de l'*Arbre de la liberté*, au bourg de Martigny, laissèrent impunis les auteurs des violences commises sur les Pactistes, et cette partialité contribuait à aigrir, à exciter les esprits.

Louis Gard, César Gross, Adrien-Félix Pottier, Emmanuel Boujean, critiquaient et même ridiculisaient le régime dans la presse confédérée et le gouvernement, pour se venger, interdisait l'entrée en Valais de la *Gazette de Lausanne* et de l'*Helvétie* ; appuyé par un mandement de Mgr Roten, il tentait d'arrêter l'avalanche de pamphlets et de brochures échangés par les partisans et les adversaires des constitutions en vigueur. Plus férus d'helvétisme que de romantisme, une pléiade de chansonniers de talent remettaient à la mode Tell, le Grütli et la liberté.

La révision était devenu le mot d'ordre, le refrain quotidien de la majorité des Bas-Valaisans. Le 13 novembre 1833, leurs représentants adressaient au conseil d'Etat une pétition aussi persuasive de fond que respectueuse de forme pour obtenir la modification du malencontreux article 15. La diète de mai 1834 l'écarta par un ajournement indéfini à des temps moins troublés. Les libéraux en arrivèrent de plus en plus à se convaincre qu'une réforme cantonale ne serait réalisable que par l'établissement d'une constituante ou d'un pacte fédéral garantissant à chaque Etat l'égalité des droits et la représentation nationale basée sur la population. Au commencement de 1835, une adresse couverte de plus de 200 signatures manifestait au Vorort le vœu des Bas-Valaisans de voir s'établir une Constituante fédérale.

Les cerveaux continuaient à s'échauffer autour de cette idée fixe et les démonstrations se multipliaient. Il y en eut de graves, comme ce pétard que de sinistres farceurs firent éclater devant le porche de l'abbaye de St-Maurice au carnaval 1835 et qui accéléra la mort de l'abbé François de Rivaz, alité pour une pneumonie. Il y en eut aussi de comiques et j'en releverai une.

La loi sur le système des finances assujettissait à un droit d'entrée inégal les porcs importés de Savoie par les Bas-Valaisans et ceux importés d'Italie par les Haut-Valaisans. Ceux-là payaient 20 batz par tête, ceux-ci 4 seulement. En décembre 1834, une vingtaine de citoyens de Monthey se concertèrent pour présenter simultanément au bureau de la Porte-du-Scex un troupeau de ces quadrupèdes acquis outre-Morge. Ils offrirent au receveur 4 batz par tête, comme les Haut-Valaisans et rien de plus. Le fonctionnaire en exigeait 20. Alors ils forcèrent la barrière et passèrent sans bourse délier. Une plainte fut portée au conseil d'Etat qui la transmit au tribunal de dixain, dont les neuf membres se récusèrent. Le conseil d'Etat se déchargea de son embarras sur la diète laquelle, en sa session de mai 1836, révisa l'injuste loi *porcine* et fixa à 8 batz par tête le droit d'entrée uniforme pour les cochons piémontais et savoyards.

Les Bas-Valaisans ne pouvaient se contenter de cette ridicule concession. Un de leurs porte-paroles les plus militants et les plus caustiques, le notaire César Gross de Martigny, dans une critique de la constitution de 1815, formulait une série de huit desiderata ; quatre ans plus tard, en 1837, sa première brochure n'ayant obtenu aucun résultat, il en publiait une seconde, intitulée : la *Constituante valaisanne* où le nombre des revendications était porté à vingt. On le voit : l'appétit vient moins en mangeant qu'en jeûnant.

## 2. L'opposition s'organise.

La force des faibles est dans l'union, dans la coordination des efforts. La politique réactionnaire pratiquée par les gouvernements de la Restauration, en réprimant impitoyablement tous les courants libéraux, fit surgir une nuée d'associations de caractère révolutionnaire ; mais à cause des risques d'exil, de séquestre de leurs biens, de mort qui menaçaient leurs membres, la plupart furent contraintes à une activité occulte : *francs-maçons*, *Amis du peuple*, *Amis de la vérité* en France, *Carbonaris* en Italie, *Tugendbund* en Allemagne, *Templiers* et *Faucheurs* en Pologne, etc. ; les Etats de l'Eglise ne furent pas épargnés. On vit ainsi affluer en Suisse de nombreux réfugiés politiques qui, pendant plus de vingt ans, donnèrent bien du fil à retordre au Vorort et aux polices cantonales.

Hâtons-nous d'observer que les démocrates du Bas-Valais, qui n'étaient pas exposés à de pareils dangers, ne cherchaient ni à se cacher ni à se déguiser, malgré certaine loi de 1803 encore en vigueur et punissant de 80 fr. d'amende, et du double avec infamie en cas de récidive, toute tentative contre l'ordre établi.

Comme lors de la révolution française, des réfugiés ou agitateurs étrangers, épaves de mouvements avortés en leurs pays, quand ils n'étaient pas des espions et des agents provocateurs, cherchèrent à utiliser la Suisse comme levier pour soulever les monarchies voisines. Le Valais ne fut pas à l'abri de leurs manœuvres ; il hospitalisa à deux reprises des Polonais dont il n'eut pas à se plaindre ; il en fut autrement avec les Allemands et les Italiens. En 1816, la Diète signalait l'affluence anormale de rôdeurs savoyards, piémontais et italiens ; d'autre part, les ouvriers professionnels étaient surtout des compagnons allemands à l'esprit d'association très développé. Les rapports des polices française, sarde et autrichienne sont suggestifs à cet égard.

En septembre 1821, ils enregistrent la présence à Martigny du comte Santorre di Santa Rosa, un des chefs du soulèvement de la Sardaigne, condamné à mort par contumace ; les congrès de Troppau en 1820, de Laibach en 1821, de Vérone en 1822 dénoncent les agissements des réfugiés en Suisse, le Valais y compris, et adressent des menaces au Vorort, s'il n'y met un terme ; une dépêche de Metternich à Schraut du 12 mai 1823 signale la pré-



sence de sociétés secrètes, constituées d'après le rite maçonnique, dont des filiales existent à Nyon, Rolle, Morges, Vevey et Sion (?). Chaque initié décoré du titre de *décurion* devait s'adjoindre dix fédérés choisis de préférence dans la jeunesse et s'engageant par serment à exécuter tous les ordres reçus.

D'après un mémoire de la police française, le plan de guerre des sociétés secrètes au printemps 1823 prévoyait que les réfugiés italiens, avec l'aide de leurs conjurés suisses passeraient par le Valais pour se jeter sur Vercelli et Ivree. Le 30 mars, Schraut signale à l'avoyer Wattenwyl de Berne les préparatifs de bandes organisées à Genève et dans les cantons de Vaud et Valais. Le conseil d'Etat valaisan se justifie en assurant qu'il venait de fermer à St-Gingolph une loge maçonnique que des Genevois, des Savoyards et des Bas-Valaisans voulaient y fonder.

Le mouvement de refuge s'accrut en 1830 et 1831 sans trop compromettre, que je sache, notre canton : je signale pourtant une circulaire anonyme adressée de Lausanne en juin 1831 aux habitants du Haut et du Bas-Valais et les engageant, « l'heure de la liberté ayant sonné », à déclarer la guerre à l'absolutisme et « à secouer le joug des prêtres et des Jésuites ».

Ces colonies de comploteurs étrangers, ces appels à l'émancipation, eurent-ils quelque influence sur notre canton ? J'en doute.

Un homme qu'on ne soupçonnerait pas joua involontairement un rôle considérable. C'est l'abbé F. de la Mennais qui, déplorant que l'Eglise liât sa cause à la cause des rois, conçut l'idée hardie d'un catholicisme démocratique. En 1830, il lançait l'*Avenir*, avec la devise : « Dieu et la Liberté ». Les Bas-Valaisans s'engouèrent de ces théories qui cadraient avec leurs propres aspirations si bien que le conseil d'Etat s' alarma et interdit en 1834 l'entrée du journal en Valais, où il comptait 108 abonnés. De son côté, l'abbé de St-Maurice, François de Rivaz, défendait à ses religieux la lecture des *Paroles d'un croyant*, dont certains faisaient leurs délices.

Il n'est, pour ainsi dire, pas une brochure de l'époque où l'on ne rencontre des citations des divers ouvrages de Lamennais.

Même le délicat poète polonais Mickiewicz, alors professeur à l'Académie de Lausanne, affichait des doctrines libérales contrastant avec cet austère milieu et tenta de propager en Valais une secte qu'il avait fondée.

D'autre part, plusieurs personnalités en vue du Bas-Valais rapportèrent soit des services capitulés, soit des universités de Turin, de Chambéry, de Vienne, de Paris, de Göttingen (où régnait Hegel), des idées avancées qu'ils répandirent par la parole et par la plume.

L'un d'eux, César Gross, de Martigny, avait pris, dès 1833, l'initiative d'une section de la *Société des droits de l'Homme*, l'un des plus authentiques enfants de la grande Révolution. Elle revendiquait le suffrage universel, l'institution du jury, l'émancipation de la classe ouvrière, etc. Je n'ai découvert aucune trace du rôle qu'elle joua chez nous.

En 1832, je repère l'existence d'un club des *Frères-Unis* ; aurait-il été une

section des *Philadelphes*, société secrète mentionnée par Charles Nodier ? Et fut-il plus actif que la précédente ?

Le 15 novembre, l'avocat Ganioz, de Martigny, relançait Adrien-Félix Pottier, Antoine de Lavallaz et Joseph Torrent, tous trois de Monthey, aux fins de s'entendre pour que la société « produise une plus grande abondance de fruits ».

L'année 1834 vit éclore à Monthey l'*Union patriotique valaisanne* et l'*Arc-en-Ciel*.

Le 15 janvier, le comité communal de Monthey envoyait une circulaire en faveur de la première aux patriotes des dixains et communes du Bas-Valais « afin que par leurs efforts concordants et simultanés, puissants et bien dirigés, ils soient à même d'opposer aux attaques violentes, astucieuses et réitérées des adversaires de la régénération du Peuple valaisan une masse nombreuse, homogène et compacte, des forces toujours croissantes et une barrière insurmontable. »

Son but (art. 1) tendait à émanciper le peuple valaisan, à créer des institutions émanées de son droit de souveraineté qui consacrent ses droits à l'égalité civile et politique devant la loi, l'abolition de tout privilège politique et qui garantissent la sûreté et la liberté légales de tous ».

La nationalité valaisanne était de rigueur pour les membres de l'association, dont l'organisation comportant un comité cantonal, un par dixain et un par commune, fut imitée plus tard par la *Jeune Suisse*.

L'article 61 était de nature à prévenir tout soupçon de tendances anti-religieuses ou antigouvernementales : « Toute proposition qui blesserait notre sainte religion catholique, apostolique et romaine, à laquelle chaque membre de l'Union jure de demeurer fidèle et sincèrement attaché, toute proposition qui tendrait à la violation des lois de la république doit être sévèrement interdite à tous les membres de l'Union ».

C'est à Monthey également que naît le 5 octobre de la même année la société de l'*Arc-en-Ciel*, une société de jeunesse qui « se proposait de se soutenir mutuellement en toutes circonstances et de resserrer les liens qui unissent ses membres par des réunions honnêtes, amicales et joyeuses ». Elle se confondit plus ou moins par la suite avec la section locale de la *Jeune Suisse* à laquelle elle fournit les cadres : Xavier de Vanthéry, Léopold Guerraty, Adrien Martin, Casimir Dufour, Hubert Franc et encourut les mêmes suspicions.

Qui le croirait ? Ce fut aussi le cas pour la *Société valaisanne des carabiniers* dont les bases furent jetées au tir fédéral de Lausanne, en juillet 1836 et dont le premier président fut l'avocat Joseph Barman de St-Maurice. C'est un fait que la Société suisse des carabiniers (fondée en 1814) avait une allure aussi politique que militaire et que ses membres, qu'animait un remarquable esprit de camaraderie et de solidarité, alimentaient les fameux *Corps-francs* de l'époque. Elle souscrivit avec enthousiasme au programme de ré-

génération nationale, des sociétés du Grütli, de Sûreté fédérale, nationale, helvétique, d'utilité publique et *tuttae quantae*, programme consistant à rallier les Suisses de tous les cantons sans distinction de race, de religion ou de naissance et à travailler en commun à la révision du pacte fédéral.

Les adhérents valaisans à ces différents groupements devaient pour la plupart se rallier par la suite sous le drapeau de la *Jeune-Suisse*.

### 3. De la Jeune-Europe à la Jeune-Suisse.

Parmi les nombreux réfugiés étrangers qui abusèrent de l'hospitalité suisse en préparant des complots et des expéditions armées contre les puissances voisines, le plus ardent, le plus actif et intrigant est sans doute l'avocat gênois Joseph Mazzini, « dont la vie, dit Numa Droz, ne fut qu'une longue conspiration en faveur de l'unité italienne et de la république universelle ».

Jouissant d'un don de séduction exceptionnel, charmeur d'hommes et de femmes aussi, Mazzini communiquait son enthousiasme à tous ceux qui l'approchaient.

En 1831, il avait fondé à Marseille la société la *Jeune-Italie* qui, parée de la belle devise *Deo et Populo* devait supplanter le Carbonarisme, auquel il avait appartenu jusqu'alors, opposer le principe de l'association ouverte à celui des sociétés secrètes, la clarté et la publicité aux symboles et aux mystères.

Immigré en Suisse en 1833, il n'eut rien de plus pressé que d'y établir une section et de s'aboucher avec les proscrits polonais en vue d'une *Jeune-Pologne* et les allemands en vue d'une *Jeune-Allemagne*.

Rompant avec Buonarotti qui dirigeait à Paris la *Haute Vente universelle*, foyer central des conjurés, il s'arrogeait un pouvoir dictatorial et fondait à Berne le 15 avril 1834 avec le concours de cinq exilés allemands, sept italiens et sept polonais l'association secrète de la *Jeune-Europe*. Il n'avait alors que 29 ans, âge où l'on se nourrit encore d'illusions et de chimères et où les extravagances sont presque excusables. Et puis, les utopies d'hier, ne sont-elles pas fréquemment les réalités d'aujourd'hui ou de demain ? Son programme aussi audacieux que grandiose, il l'exposait dans une proclamation aux patriotes suisses, du 19 avril :

« C'est la *Jeune Europe* des peuples qui se superposera à la *Vieille Europe* des Rois. C'est la lutte de la *jeune* liberté contre le *vieil* esclavage ; le combat de la *jeune* égalité contre les *anciens* privilèges ; la victoire des *jeunes* idées sur les *vieilles* croyances »...

» Elle sera formée d'une jeune Allemagne, d'une jeune Pologne, d'une jeune Espagne, d'une jeune Suisse, d'une jeune Italie, d'une jeune France, etc., etc.

» Ce sera une Confédération républicaine de tous ces peuples, constitués chacun d'eux d'après le grand principe d'unité nationale, liés fraternellement

entre eux par une même foi, par une même croyance politique, religieuse et morale, par une même déclaration de principes, par un même pacte, par un même droit public, — indépendants l'un de l'autre pour tout ce qui concerne leurs affaires intérieures, les exigences des localités, les branches particulières de l'industrie à exploiter, etc., etc. »

La Jeune-Europe n'exista jamais qu'en théorie. La Jeune Espagne, la Jeune France, la Jeune Russie, la Jeune Turquie restèrent à l'état embryonnaire.

Ce fut la Jeune-Allemagne qui fit le plus parler d'elle, « car la génération allemande d'alors, romantique, s'il en fut, se nourrissait de grands mots et de phrases creuses »<sup>1</sup>. Par contre, dès son arrivée en Suisse, Mazzini s'appliqua à constituer une *Jeune-Suisse* indispensable à l'exécution de son plan. Il écrivait le 28 février 1834 à Melegari : « Probablement fonderons-nous une *Jeune Suisse* en éliminant la Carbonaria parisienne », et en avril 1834 à Gaspard Ordonno : « Il est nécessaire de s'occuper avec toute la diligence et prudence possible de la *Jeune Suisse*, sans laquelle la Jeune-Europe n'est pas viable. » Les dirigeants de la Jeune-Europe lui assignaient en effet pour mission de devenir le centre d'une confédération des Alpes qui aurait embrassé en outre la Savoie, le Tyrol, la Carinthie et la Carniole et de servir de tampon entre les grandes puissances occidentales.

La neutralité, à ses yeux, était « une erreur coupable ». Cette conception mettait en danger de mort la paix, la sécurité, l'existence même de la Suisse; elle répugnait aux patriotes qui voyaient d'un mauvais œil leur pays servir de laboratoire aux agitateurs du dehors<sup>2</sup>; elle se heurtait au sens inné de l'autonomie cantonale; elle excitait enfin contre notre pays les nations qui l'entouraient : l'Autriche et l'Italie ne déclaraient-elles pas que la révision du pacte fédéral ne pouvait résulter que d'un vote unanime des 22 cantons ? elles s'entendaient avec la France et la Prusse pour menacer la Suisse de blocus hermétique et même d'invasion.

La donquichottesque expédition de Savoie sous les ordres de Mazzini lui-même et du général félon Ramorino au début de février 1834 avait détourné des réfugiés la sympathie qu'ils avaient rencontrée de prime abord auprès du peuple suisse. Mazzini fut réduit à se cacher sous le nom de Strozzi et à errer d'une ville à l'autre : de Lausanne à Berne, de Berne à Soleure, de Soleure à Granges, etc. Mais, malgré tout, il continuait à conspirer. Son appel ne trouva pas l'accueil qu'il escomptait. Sa correspondance témoigne de

<sup>1</sup> Mauerhofer, *op. cit.*

<sup>2</sup> « Au début, Mazzini s'attira beaucoup de sympathies et eut beaucoup d'adeptes. Les hommes politiques et journalistes suisses qui étaient à la tête du parti libéral écoutèrent avec beaucoup d'intérêt les prédications mazziniennes et acceptèrent tout d'abord ses idées généreuses...

» Mais peu à peu, le désaccord s'accroît. Certains Suisses devinrent ses ennemis déclarés... et il n'y eut pas un Suisse influent dans le parti libéral qui adhéra complètement à la politique mazzinienne ou qui donna son nom à la *Jeune Suisse* ». (Mauerhofer, *op. cit.*)

ses déceptions. Il ne réussit à former des comités que dans les cantons de Berne, Vaud, Neuchâtel, Valais et Genève. Le 4 janvier 1835 il écrivait à son ami Melegari : « La Jeune Suisse va bien dans les cantons où elle est implantée ; mal parce qu'elle ne sort pas de ces cantons ». Et dans une circulaire du 15 avril, il se plaignait que les patriotes, tout en adhérant au principe de l'association, refusent et retardent leur participation matérielle en alléguant des engagements antérieurs. Il faisait allusion à la *Carbonaria*. James Fazy, l'homme d'Etat de Genève qui y était affilié et se montrait adversaire acharné du nouveau mouvement, rédigeait alors l'*Europe centrale* qui devait se muer bientôt en *Journal de Genève*.

Après avoir plus ou moins partagé le même berceau et porté le même nom, la scission allait s'accroître entre l'association cosmopolite rêvée par Mazzini et l'*Association Nationale*, fondée à Schinznach le 5 mai 1835<sup>3</sup> et dont le principal but (art. 6 des statuts) était l'établissement d'une constituante, « seul moyen efficace de réformer les constitutions en vigueur », mais qui répudiait toute ingérence extérieure.

La différence essentielle entre leur esprit apparaît dans l'art. 4 des statuts de l'*Association nationale*. Son moyen d'action était la conviction. Elle ne recourait à la violence ni pour renverser le gouvernement fédéral, ni pour établir une constituante. Elle déclarait être étrangère à tout complot. Mazzini en fut écarté.

Ce n'est pas sans calcul qu'elle avait choisi son premier comité en Suisse occidentale avec Henri Druey comme président et le pasteur Leresche comme secrétaire, qui alors sympathisaient ouvertement encore avec la *Jeune-Suisse*. Leresche faisait même partie avec le colonel Rusca du Tessin et le professeur Weingart de Bienne de la commission nationale d'organisation de la *Jeune-Suisse*.

Le fougueux Gênois aurait voulu battre le rappel en faveur de son enfant et donner à son baptême tout l'éclat possible. Dans ses lettres privées, il recommandait et espérait une participation de 2 à 3000 citoyens à l'assemblée de constitution et à l'élaboration des statuts. L'*Association nationale*, proclamait-il (titre qui pouvait prêter à confusion avec son homonyme de Schinznach) doit devenir publique, mais engagée vis-à-vis de la Jeune Europe ; elle en avait adopté la devise : *Liberté, Egalité, Humanité*, et le mot de ralliement : *Humanitas* ; comme signe de reconnaissance elle avait choisi la feuille de lierre, alors que la Jeune Europe avait choisi celle de laurier et la Jeune Italie celle de cyprès.

Mais précisément en sa qualité de membre de la Jeune-Europe, cette dernière avait du plomb dans l'aile, depuis que la police autrichienne dont les espions surveillaient toutes les allées et venues des réfugiés avait découvert les projets secrets de Mazzini et de ses comparses et les avait signalés au

<sup>3</sup> Elle avait repris la succession de la *Société de sûreté fédérale*, fondée à Langenthal en 1831.

Directoire. Ce n'est toutefois que le 18 septembre que la suprême autorité fédérale informa les cantons et les mit en garde.

Cette collusion avec la *Jeune Europe* ne pouvait manquer de discréditer la *Jeune Suisse* auprès des citoyens modérés et des vrais républicains.

Malgré les déclarations solennelles de Mazzini, ni la Jeune Italie, ni la Jeune Allemagne, ni la Jeune Europe n'avaient renoncé aux méthodes ténébreuses du Carbonarisme: leurs chefs portaient des noms de guerre, ils exerçaient un pouvoir discrétionnaire et s'érigeaient en tribunal modelé sur les *Vehme* du Moyen-Age. Les affiliés leur devaient une obéissance absolue, prendre les armes ou exécuter leurs sentences de mort sans discussion, etc.

Comme première manifestation de son activité, la *Jeune Suisse* entreprit dès le 1er juillet 1835 la publication d'un organe bilingue portant son nom, et imprimé à Bienne, qui était le foyer de la nouvelle association: il succédait au *Proscrit Neuchâtelois*; un certain Dumont en fut le premier gérant; la rédaction était assurée par Mazzini, Weingart, Schüler, etc.

L'assemblée constitutive, le 26 juillet suivant, à l'auberge de la Croix-Blanche, à Villeneuve, fut presque un fiasco<sup>4</sup>. Elle n'attira que 15 à 16 citoyens des cantons de Vaud, Fribourg, Jura bernois et Valais et pas un seul étranger. (La naturalisation suisse s'obtenait si facilement). Aucun journal ne l'annonça ni n'en donna de compte-rendu, la publicité ayant été ajournée on ne sait pour quelle raison. Parmi les Suisses connus, figuraient Weingart, instituteur à Bienne, rédacteur de la *Jeune-Suisse*, et L. Michod (= Gubernatis) agent d'affaires à Lausanne, (probablement Louis-Alexandre Michod, éditeur du *Peuple*, revue nationale et démocratique et de la *Feuille populaire suisse*, celle-ci assez répandue dans le Bas-Valais). Ils adoptèrent, en les modifiant quelque peu, les statuts présentés par H. Druey à l'assemblée de l'Association nationale à Schinznach et refusés par elle.

Ces statuts furent d'abord lithographiés en écriture anglaise, puis imprimés sans indication de lieu ni date<sup>5</sup>, ils portaient les initiales L. E. H. et le titre d'*Acte d'association nationale*; comme signatures figurent un prénom Ernest = Schüler, naturalisé bernois en juin 1836) et une initiale G. (*Gubernatis* = Michod.)

D'après une déclaration du professeur Weingart, les membres de la *Jeune-Suisse* donnant suite à un appel de l'Association nationale se rallièrent à elle, en sorte que l'existence de l'association de Villeneuve fut éphémère. En réalité, ce fut une faute d'une gravité exceptionnelle qui lui donna le coup de grâce. En juin 1836, la police zurichoise découvrait un projet d'expédition contre le grand-duché de Bade, ourdi par la Jeune-Allemagne. Plus de 30 arrestations furent opérées. Parmi les papiers saisis chez un des princi-

<sup>4</sup> 25, d'après le rapport confidentiel du préfet Roschi au Conseil d'Etat bernois.

<sup>5</sup> Ils furent imprimés par les soins de Louis Michod qui, lorsque l'association tomba en discrédit, fut seul à la défendre devant le Grand Conseil vaudois et à tenter de démontrer que son but n'avait rien de subversif.

paux comploteurs, Schöler, réfugié allemand, instituteur à Bienne et attaché à la rédaction de la *Jeune-Suisse*, fut découvert un manifeste au peuple suisse en vue d'une révolution. Les révisionnistes devaient profiter de la réunion de l'Association nationale à Lausanne, coïncidant avec le tir fédéral, pour bouleverser le régime. La date de ce coup d'Etat était fixée au 5 juillet. Le comité central de la *Jeune-Suisse* devait se constituer en gouvernement provisoire et abroger le pacte de 1815, lancer un appel aux armes et activer la formation de corps francs, qui seraient mis à la disposition du nouveau gouvernement allemand. Enfin, les nouveaux pouvoirs suisse et allemand continueraient à recevoir les ordres du gouvernement central de Paris (*Haute Vente universelle*) et s'engageraient à les exécuter textuellement.

Le *Berner Volksblatt* reproduisit le document et cette publication souleva un profond mouvement d'indignation et contre les réfugiés étrangers qui violaient la neutralité suisse et contre les *Jeunes Suisses* assez égarés pour leur emboîter le pas. H. Druey déclara dans le *Nouvelliste Vaudois* que l'Association nationale qu'il présidait n'avait rien de commun avec la *Jeune-Suisse* et il en contremandait l'assemblée générale. Devant les protestations et menaces des puissances voisines, le Directoire prit des sanctions énergiques : il supprima entr'autres le journal la *Jeune-Suisse* et en incarcéra ou expulsa les rédacteurs.

Un *conclusum* adopté par la majorité de la Diète fédérale, le 11 août, prononçait l'expulsion de tous les réfugiés et autres étrangers qui avaient abusé de l'hospitalité suisse. Mazzini était du nombre, mais il réussit à se dissimuler à Langnau et ailleurs pendant plus de quatre mois encore avant de quitter le territoire de la Confédération pour se rendre en Angleterre. Le *conclusum* équivalait à un arrêt de mort contre les associations de la Jeune Allemagne, de la Jeune Italie — qui survécut seule jusqu'en 1858 en Italie — de la Jeune-Europe, et par ricochet contre la *Jeune-Suisse*, telle que l'avait conçue Mazzini sur le plan national et international.

#### 4. Les débuts de la Jeune-Suisse en Valais.

Un document d'une valeur capitale nous manque pour exposer dans leurs détails les débuts et l'activité de la *Jeune-Suisse* en Valais : c'est le registre des protocoles de l'association<sup>6</sup>. Est-il détruit ? Gît-il ignoré, oublié ou méconnu dans le coffre des archives de quelque famille de Sion, Martigny ou Monthey ? Je ne sais. Faute de mieux, je reconstituerais, d'après les bribes

<sup>6</sup> Seul n'aurait survécu à ma connaissance que celui de la section de Martigny (liste des membres et décisions).

On m'assure que les archives de celle de Saxon auraient été enfermées dans le coq du clocher de l'église, dont la construction remonte à 1842-1844.

Je possède une partie de la correspondance du premier président cantonal Pottier de Monthey.

recueillies çà et là, ses progrès dans notre canton. Nous savons que César Gross chercha à introduire en Valais en 1833 une section de la *Ligue des droits de l'Homme*, or cette ligue entamait des relations avec la Jeune-Europe dès sa fondation. On prétend d'autre part que peu après son arrivée en Suisse, Mazzini séjourna à Chemin et qu'il travaillait dans une carrière de marbre située sur le versant dominant Bovernier. Il y recevait, assure-t-on, la visite de certains jeunes gens et descendait assez fréquemment à Martigny-Ville pour y rejoindre au *Café des Amis* (actuellement bâtiment de la boulangerie Cretton), les Saudan, Pillet, Yergen, Guex, Moret, Piotta, Fessler et autres progressistes de l'époque. Son portrait est conservé dans quelques familles.

La légende, c'est connu, auréole volontiers les grands hommes : Brigue (Hôtel d'Angleterre), Martigny-Bourg, Vollèges, et surtout Villeneuve auraient tour à tour accueilli l'insaisissable proscrit assez rusé pour dépisser toutes les poursuites. Rien cependant dans son volumineux Epistolaire ne témoigne d'un séjour en Valais, alors qu'il permet de suivre ses traces en Suisse du 28 juin 1833 au 31 décembre 1836. Mais des visites, des retraits en des périodes particulièrement critiques, ne sont pas exclues. Au surplus, Mazzini revint en Suisse en 1848 et en 1854 et l'on a pu confondre ces diverses apparitions.

Bien que ses biographes n'en disent mot, sa résidence à Villeneuve est indéniable. Il y reçut l'hospitalité d'un compatriote, Pescantini, réfugié comme lui, mais naturalisé suisse et grand ami de Pottier et de Drüey. Cette maison qui appartient actuellement à M<sup>lle</sup> Lecoultre, se trouve au sommet du vignoble entre la Rivaz et le Crêt. Elle abrita aussi Garibaldi dont elle conserve le nom.

Quoiqu'il en soit, Mazzini entra bientôt en correspondance épistolaire ou verbale avec le notaire Gross de Martigny ; cela ressort d'une lettre à Melegari du 5 septembre 1834 : « Nous avons un fort enrôlement (*iniziaroni*) dans le Valais et entr'autres M. César Gross, notaire, un des plus riches et influents patriotes... La même méthode (?) aboutira rapidement à un comité cantonal pour le Valais, à un autre pour Berne, etc. » Les 24 septembre et 2 octobre de la même année, il mentionne comme chose faite l'élection d'un comité dans le Bas-Valais. Dans une lettre (3 février 1835) à Carlo Kasthofer de Berne, il se flattait d'avoir réussi, « traqués comme nous sommes, par la seule puissance des principes, à organiser l'association nombreuse et forte dans le canton de Vaud, dans le Valais, à la Chaux-de-Fonds et ailleurs. »

Mais des difficultés diverses entravaient son développement ; dans une lettre à Pierre Gianonne à Paris (17 février 1835), il faisait allusion aux obstacles à surmonter : l'individualisme, le manque de cohésion, la méfiance. Le 31 mai, il pouvait cependant réunir les délégués de Bienne, Nidau, Courtelary, Valais, etc., en vue de la fondation du journal la *Jeune-Suisse*.



Une commission, comptant sept membres, fut nommée, mais aucun Valaisan ne fut appelé à en faire partie ; le 22 septembre, il informait Melegari qu'à la séance où devait se discuter l'identité, la fusion de l'association avec le journal, les *Jeunes Suisses* de la Suisse française et du Bas-Valais s'abstinrent.

Puis, pour un motif inconnu, les relations se refroidirent entre Mazzini et Gross, témoin ce passage d'une correspondance du 17 mai 1836 : « J'ai vu Gross, il ne me plaît pas. Et de plus, je crois que je lui déplaïs. Mais cela n'a pas d'importance... Si Gross se fixe à Bienne, il serait bon de l'admettre dans le comité... »

A l'assemblée constitutive de Villeneuve (26 juillet 1835) qui adopta les statuts et élit un comité central, assistèrent quelques Valaisans non désignés nominativement (Pottier, de Vantéry, Gross ?). Mais aucun ne fut appelé à faire partie des comités, soit de la *Jeune-Suisse*, soit de son organe.

Il est indubitable que des patriotes de la trempe de Pottier auraient répudié, s'ils en avaient eu connaissance, aussi bien l'arrière-pensée de Mazzini de compromettre la Suisse vis-à-vis des puissances étrangères, dût-il en résulter une guerre, que les visées de la *Jeune-Allemagne*, tendant à un certain *Anschluss* moral de la Suisse. Une circulaire de son comité du 20 mars 1835, ne disait-elle pas ? : « Nous et les Suisses avons une langue et une origine commune et à cause de cela déjà appelés à une union intime. » Quant à des attaches avec le carbonarisme et la franc-maçonnerie, c'est une fantaisie dont on sourit aujourd'hui.

Sur les 1000 membres que comptait la *Jeune-Suisse* à son apogée, tout au plus une demi-douzaine étaient affiliés aux loges de Bex et d'Aigle.

Constatation amusante : ces révolutionnaires de 1836 et 1840 l'étaient si peu que leurs survivants, Alphonse Morand et Alexandre de Torrenté entr'autres, menèrent en 1872 et 1874 une campagne acharnée contre les projets de constitution fédérale qu'ils trouvaient trop centralisatrice.

Après que le Vorort eut prononcé, le 11 août 1836, l'incarcération ou l'expulsion des Jeunes Allemands et Jeunes Suisses qui avaient comploté un coup d'Etat, c'est César Gross qui assumait la gérance du journal. En cette qualité, ce fut lui qui annonça à Melegari l'arrestation de Mazzini, aux bains de Granges (arrestation non maintenue) et aux abonnés la suppression du journal, 27 juillet 1836 : « Privé pour le moment des principaux organes de sa vie par l'incarcération de son rédacteur, par la détention inouïe de son innocent traducteur, par l'arrestation de plusieurs de ses compositeurs, les ateliers de son imprimerie presque déserts, il ne reste que moi, gérant, sur la brèche, je viens avec l'amertume d'un cœur profondément indigné, mon ardent patriotisme froissé dans ses droits les plus sacrés, vous annoncer que l'envoi du journal la *Jeune-Suisse* sera momentanément suspendu. »

Pour le seconder en ces heures d'épreuve, Gross avait un compagnon valaisan, l'ex-abbé Baptiste Bandelier, ci-devant vicaire de Monthey. Pendant

leur résidence à Bienne, ils rendirent un service à la Suisse en combinant avec un groupe d'affiliés le guet-apens où tomba l'agent provocateur Conseil, au service de la France (10 août 1836), car n'oublions pas que les espions officiels, par leurs louches intrigues compromettaient autant la paix et le prestige de la Confédération que les révolutionnaires.

En marge de la *Jeune-Suisse* se place ici une aventure dont le récit coupera avantagement cet aride exposé.

Encouragé par l'arrestation de Conseil, Bandelier, qui disposait d'abondants loisirs, s'imagina avoir des aptitudes pour le rôle de policier. Il confia à un copain, l'Italien Bertola, ses soupçons qu'un commis-voyageur descendu à l'Hôtel de la Cigogne avec une petite amie, modiste à Genève, pouvait bien être un agent diplomatique déguisé. Ils l'abordent, le questionnent, examinent ses papiers et parlent de le remettre à la police bernoise. L'autre qui n'avait sur la conscience d'autre crime qu'un coup de canif au contrat conjugal, proteste, se regimbe et provoque ses inquisiteurs en duel. Puis, se ravissant et craignant un scandale, il se résigne à négocier avec eux : il écrirait à sa compagne de venir le rejoindre au domicile de Bandelier et celui-ci est chargé de transmettre le message et de fouiller dans les bagages du couple. A l'hôtel, il trouve la jeune modiste « dans le simple appareil d'une beauté qu'on vient d'arracher au sommeil », et ne découvre que de menues fanfreluches féminines ; sommée de le suivre, la belle pousse les hauts cris. Un client de l'établissement, surpris de cette scène, en avise l'hôtelier et celui-ci la police. Dès ce moment, les rôles sont renversés. Pour usurpation de fonctions, l'Italien Bertola est expulsé sur le champ du territoire suisse et Bandelier invité à quitter le canton de Berne. Ne pouvant rentrer en Valais sans risquer de réintégrer la prison épiscopale de Majorie, il émigre en France où il devient vicaire général de l'abbé Châtel, primat de l'Eglise française, laquelle ne gagne pas grand'chose à cette acquisition.

Revenons à nos moutons.

La *Jeune-Europe* et la *Jeune-Suisse*, association et journal, ont donc disparu du sol helvétique. Remarque curieuse, c'est dans le Valais, si réfractaire à toute nouveauté, que la dernière survécut. A vrai dire, les statuts votés à Villeneuve n'avaient dans leur ensemble rien de subversif, et ne péchaient que par leur nouveauté et précocité. Personne ne s'aviserait de nos jours d'incriminer les principes qu'ils proclamaient : représentation proportionnelle, suppression des privilèges, liberté de parole, d'enseignement, de la presse, de l'association, du commerce, de libre établissement, unification des poids, mesures et monnaie, institution d'une Haute Cour fédérale, etc., car tous sont admis dans le droit public actuel de la Suisse. L'erreur capitale résidait dans l'article premier : la *Jeune Suisse* fait partie de l'association de la *Jeune Europe* ; un autre article inadmissible était celui qui exigeait la garantie du droit d'asile à tous les proscrits<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> J'ai reproduit les statuts de la *Jeune-Suisse* dans le fascicule des *Annales* de septembre 1935. Je n'ai donc pas à y revenir.

Mais les statuts de Villeneuve, il convient de le préciser, n'avaient qu'une portée très relative pour les affiliés valaisans, dont l'objectif se limitait à l'établissement d'une constituante et à la révision de la charte de 1815. L'avocat Pottier, qui était la cheville ouvrière de l'association, déclarait en 1842, que « la Jeune Europe n'avait jamais existé sinon en imagination, et que tous ces projets et règlements n'avaient jamais obtenu l'honneur de l'exécution ».

Aussi bien, ces statuts furent-ils remaniés de fond en comble et réimprimés en 1843. C'était malheureusement trop tard. Le maintien du nom de *Jeune-Suisse* — si suggestif fût-il<sup>8</sup> — et surtout de la devise L. E. H. était maladroit et imprudent. Il rappelait de trop compromettants souvenirs, des colusions louches et prêtait à trop de méfiance et de prévention. Que de sang et de larmes auraient été évitées, si la société avait conservé son nom d'*Association patriotique* ou adopté celui d'*Union* qu'elle porta quelque temps en 1840 ! D'autant plus qu'elle était tant au point de vue du recrutement que de son programme localisée au Valais exclusivement, et que ses chefs n'avaient plus aucun contact avec Mazzini qui, dans ses correspondances avec Melegari en 1840 et 1842, se plaint de ce qu'on le laisse sans nouvelles de ce qui s'y passe. César Gross était mort dans l'intervalle (1839).

L'avocat Pottier explique dans une circulaire aux section « pourquoi nous avons donné à notre association le titre de *Jeune-Suisse* ». « C'est parce qu'il suppose une rénovation, un *rajeunissement* complet du pays par l'introduction d'un élément nouveau : celui de *nationalité* ;... il réunit l'avantage de tracer nettement une ligne de démarcation entre nous et tous les *vieux* abus, toutes les *vieilles* injustices, toutes les *vieilles* causes de notre faiblesse. ... *Jeune Suisse* ; c'est un mot-principe, c'est un programme, nous l'abolirons quand notre programme sera rempli »<sup>9</sup>.

Je relèverai ici que la *Jeune Suisse* valaisanne recourt volontiers au moto : *la Vertu, c'est l'action* ; son président se plaisait à répéter : « Ne demandons pas la vertu à la démocratie, mais la démocratie à la vertu. »

A ce dernier, Adrien Pottier, notaire-avocat à Monthey et futur conseiller national, succéda en 1840 Alexandre de Torrenté, de Sion, ingénieur forestier, conseiller d'Etat par la suite. Celui-ci prenant au sérieux les principes d'égalité proclamés par les statuts, déclarait dans une brochure (1839) : « Je suis né dans le sein de l'aristocratie, mais depuis que je suis entré dans la vie politique, la cause de la liberté m'est apparue si sacrée que je me suis rallié à ce parti qui prêche l'amour de l'humanité. Je déplore sincèrement mes préjugés d'enfance et je les dépose en face du public valaisan. » Et pour preuve de sa sincérité, il renonça *provisoirement* à la particule. Le troisième

<sup>8</sup> N'a-t-il pas été choisi récemment pour titre de l'organe d'un groupement politique haut-valaisan qui revendique le monopole de la plus pure orthodoxie ?

<sup>9</sup> Ce programme adapté au Valais en 1842 est reproduit presque textuellement du programme du journal la *Jeune-Suisse* du 3 juillet 1835.

et dernier président fut l'avocat Joseph Abbet, né à Fully et établi tantôt à Martigny, tantôt à Sion.

Parmi les pionniers et dirigeants du mouvement, il convient de citer, outre ces trois citoyens, César Gross, Alphonse Morand, de Martigny, ingénieur, secrétaire de l'association et rédacteur de l'*Echo des Alpes*, Pierre Duchoud, capitaine, président de St-Gingolph, Hippolyte Pignat et Fumey, à Vouvry, le commandant Alexis Joris à Illarsaz, Didier Parex et Xavier Vuilloud à Collombey, le grand-châtelain Dufay, Casimir Dufour, Hubert Franc, Hyacinthe Darbellay à Monthey, Jean-Baptiste Gay et Hyacinthe de Nucé à St-Maurice, le major Crettex et grand-châtelain Gaillard à Orsières, Louis Maret et Louis Gard à Bagnes, le président Bender à Fully, le président Volluz et le Dr Perrier à Saxon, Cyprien Putallaz, Cyprien Boven et Cyprien Gay à Chamoson, etc., etc.<sup>10</sup>

On le voit, la révolutionnette valaisanne avait quelques Mirabeau et Desmoulins, mais pas de Marat ni de Robespierre. A relever la proportion relativement élevée des notaires qui s'y étaient ralliés.

Curieux retour des choses d'ici-bas, un des Jeunes-Suisses les plus militants de la capitale avec Alexandre Torrenté et l'avocat Abbet, était le docteur-médecin Hildbrand Schiner, fils de l'ancien gouverneur, dont les exactions, restées dans toutes les mémoires, n'avaient pas peu contribué à créer la mentalité frondeuse des Montheysans. La *Jeune-Suisse* avait réussi à s'infiltrer jusque dans les vallées latérales qui paraissaient les plus réfractaires à son emprise : mentionnons ce notaire Dayer d'Hérémence, qui dû, et pour cause, chercher un lointain refuge à Herbrigen, dans la vallée de Viège.

Des sections se formèrent dans la plupart des localités de la plaine : Port-Valais (section du Léman), Vouvry, Collombey, Monthey (section de la Vièze), Massongex, St-Maurice, Vérossaz, Martigny (section de la Tour, avec environ 150 membres), Bovernier, Sembrancher, Orsières, Saxon (section de Pierre à Vuat (*sic*), Chamoson, Ardon, Sion (section de la Sionne), etc., chacun avec un comité local dépendant d'un comité cantonal. Le nombre de ces sections s'accrut sensiblement à partir de 1842, soit de l'excommunication épiscopale, et leur effectif passa alors de 2 à 300 membres au millier.

Dans leurs correspondances, les sociétaires se traitaient volontiers de *frères* ou de *citoyens*, arboraient en tête de leurs lettres les initiales L. E. H. et recouraient tantôt à un pseudonyme, tantôt à l'anonymat.

Voici, par exemple, un extrait de lettre d'Hubert Franc, président de la section de Monthey à l'avocat Pottier, pour lors en session du Grand Conseil à Sion<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Contrairement à l'opinion courante, ni les frères Maurice et Joseph Barman de Saint-Maurice, ni le notaire Filliez, de Bagnes, n'appartiennent à la *Jeune-Suisse*.

<sup>11</sup> D'autres lettres portent : cher frère, les circulaires du comité : « Concitoyens et chers frères ».

L. E. H.

Monsieur le Grand-Châtelain,

« J'ai l'honneur de vous donner connaissance de la réunion, du 20 may proche écoulée, de la Jeune Suisse dans laquelle 15 frères qui ont été ballotté et reçu (*sic*) ont prêté le serment de fidélité, voté pour la nomination du président de notre section. C'est le frère Trottet qui a été proclamé, mais il dit que ses occupations lui empêchent d'accepter...

» Monsieur le grand châtelain, au nom de tous les frères, j'ai l'honneur de vous adresser les sentiments les plus sincères de fraternité.

» Le frère faisant fonction de Président de la section de la Vièze,

» Votre très cher frère

Hubert Franc. »

A part leur emblème (feuille de lierre), et leur devise (L. E. H.), les « frères » se faisaient remarquer par le port de la blouse et du chapeau à coupe ronde et à larges ailes, dit chapeau tromblon ou à « la *Jeune Suisse* ». Malheur à l'inprudent, jeune Suisse ou pas, qui se risquait ainsi affublé dans une localité ou un cabaret à majorité hostile ! Son compte était bon. Il était quitte à organiser pour le dimanche suivant une expédition de représsailles.

## 5. L'objectif est atteint.

Discrètement, sinon secrètement, sans faire parler d'elle, la *Jeune-Suisse* poursuivait son but. Comme ni les circulaires (même confidentielles) et lettres pastorales de Mgr Roten, ni les adresses du clergé au peuple valaisan, ni les appels et proclamations des dissidents du Haut-Valais, ni les articles du *Défenseur de la Religion et du Peuple* ne la mentionnent directement ou indirectement, il est permis de conclure de ce silence que sa conduite ne donna lieu à aucun reproche dans la période que nous intéresse, soit de 1836 à 1840. Les Bas-Valaisans étant quasi unanimes dans la revendication de leurs droits, les partisans du *statu quo* n'eussent pas manqué d'exploiter à leur profit le moindre écart ou excès des *Jeunes-Suisses* qui constituaient l'avant-garde des troupes d'assaut. Par ailleurs, aucun de nos historiens contemporains : Rilliet-Constant, Gaspard de Stockalper, P. Kämpfen, Louis Ribordy, Hilaire Gay, ne les mentionnent avant l'année 1842.

Le 17 janvier 1838 les dixains d'Entremont, Martigny et Monthey (à remarquer la défaillance de St-Maurice) renouvelaient leur demande de représentation proportionnelle. Le Conseil d'Etat l'acceptait par trois voix contre deux et la diète par 29 contre 27, mais cette majorité n'était pas la majorité légale. De son côté, l'évêque, dans une circulaire confidentielle, engageait le clergé « d'employer tous les moyens que lui fournissait la confiance dont il jouissait » pour maintenir la constitution de 1815 ; il considérait toute innovation comme un danger pour la paix publique et la religion (12 juillet) ; les

représentants des dixains Eugène Gay et Joseph Gross pour Martigny, Antoine Luder pour Entremont, Pierre Torrent et Emmanuel Boujean pour Monthey d'une part, Félix Pottier, président de la *Jeune-Suisse*, d'autre part, exposèrent de façon on ne peut plus digne, combien les craintes du chef du diocèse étaient exagérées et infondées. « Monseigneur, répliquait Pottier, souffrez que je vous le demande, croyez-vous de bonne foi que les citoyens du Bas-Valais soient destinés à demeurer éternellement sous la puissance et le bon vouloir de votre peuple chéri ? Voulez-vous toujours nous traiter comme une race bâtarde et dégénérée, indigne d'être représentée au banquet national ? Pensez-vous que si nous eussions la faiblesse d'abandonner un instant nos droits imprescriptibles, la génération prête à nous remplacer ou la postérité qui la suivra ne la réclamera pas tôt ou tard avec plus d'énergie et d'impétuosité que ne le font les hommes du jour ? »

Dès lors, convaincus de l'inutilité de leurs efforts pour obtenir justice par la voie constitutionnelle, les Bas-Valaisans allèrent crânement de l'avant ; la capitale même s'était ralliée à eux. Un comité, présidé par Alexis Joris, se forma à Martigny ; dans un appel au peuple, il proclamait qu'il était temps que la majorité fit la loi, et demandait au conseil d'Etat que la représentation fût déterminée par le chiffre de la population. Le conseil d'Etat proposa alors une révision de la constitution que la Diète accepta. Les pourparlers commencèrent, (3 janvier 1839), bientôt rompus par les Hauts-Valaisans qui quittèrent la salle des délibérations. Restés seuls, les députés bas-valaisans entreprirent le travail de révision. Les dixains de Monthey, St-Maurice, Martigny, Entremont et Conthey élirent leurs députés à la diète qui allait s'ouvrir sur la base d'un par 1000 âmes. Protestation du conseil d'Etat et de la députation haut-valaisanne qui se retirent (14 janvier). Les autres se forment en *assemblée constituante* pour réviser la constitution de 1815 conformément à l'arrêté de la diète du 14 décembre, sous la présidence de Joseph-Hyacinthe Barman, de St-Maurice.

Alphonse Morand présenta un projet de constitution d'une orthodoxie indiscutable. La nouvelle charte fut soumise au peuple le 30 janvier ; huit dixains seulement prirent part à la votation, on compta 6896 acceptants contre 1156 rejetants ; les abstentionnistes (2135) étant considérés comme acceptants. Le conseil d'Etat sollicita l'intervention du Vorort : il y eut deux gouvernements, l'un à Sion, l'autre à Sierre. Le 11 juillet, la diète fédérale admettait à la majorité de 14 voix la représentation dans la proportion d'un député par mille âmes de la population totale du pays ; la *Constituante* se réunit de nouveau du 29 juillet au 3 août ; les Hauts-Valaisans s'abstinrent, malgré plusieurs concessions, telles que la suppression de la liberté de la presse et de l'établissement d'écoles normales et moyennes.

Le 25 août, nouveau projet de constitution, présenté au peuple qui l'accepta par 7605 voix contre 601. Le Haut-Valais s'opiniâtre dans son refus, le Vorort y envoie une nouvelle commission pour l'inviter à se soumettre à la

majorité, cependant que le Bas-Valais élisait un nouveau grand conseil qui, à son tour nommait un nouveau conseil d'Etat. L'antagonisme entre les gouvernements de Sion et de Sierre devait fatalement aboutir à une guerre civile ou à la scission du canton; — il était même question d'ériger le Bas-Valais en diocèse indépendant sous la crosse de l'abbé de St-Maurice, récemment élevé à la dignité épiscopale. — Un incident de village devait accélérer mieux que la médiation fédérale, la solution du conflit : le gouvernement de Sierre s'étant avisé de vendre son sel à Evolène, qui s'était rallié, à l'encontre du reste du dixain d'Hérens, au gouvernement de Sion, une bagarre éclata entre partisans des deux régimes; ce fut le signal des hostilités entre les dixains du Haut et du Bas-Valais; les Hauts-Valaisans, battus à St-Léonard et Grimisuat (1er avril 1840) se résignèrent à accepter la constitution du 3 août; le 18 mai les députations du Haut et du Bas-Valais scellaient à Sion la réconciliation entre les deux parties du pays et l'adhésion commune à la nouvelle constitution.

Pendant que se déroulaient ces graves événements, la *Jeune-Suisse* sortait de son mutisme et relevait la tête. D'abord, son secrétaire, Alphonse Morand, prenait l'initiative du premier journal valaisan, le *Bulletin de la Constituante* (21 janvier 1839) qui à partir du 1er mai fit place à l'*Echo des Alpes*, lequel arbora pendant une année les trois fatales majuscules: L. E. H.

Quant à ses intentions, elles étaient magnifiques: « Afin que personne ne se méprenne sur l'esprit de ce journal, nous déclarons qu'il sera toujours l'ami de la religion de nos pères, de l'ordre, de la liberté et du progrès, ennemi par contre de toute distinction sociale autre que celle du mérite, il ne verra jamais qu'une seule famille dans une nation. Il combattra sans cesse ceux qui veulent exploiter le peuple à leur profit. »

Ce n'est pas travestir la vérité de prétendre que ce programme, surtout dans sa première partie, fut réalisé de façon très relative. Les intempérances de langage d'Alphonse Morand, par ailleurs plein de verve et de talent, compromirent sérieusement la cause de la *Jeune-Suisse*.

Ensuite, pour la première fois, ses membres se montraient en public en participant, drapeau déployé, au premier tir cantonal valaisan à Sion le 1er septembre de la même année. « Obligée jusqu'à ces derniers temps, lit-on dans l'*Echo des Alpes*, de se cacher dans l'ombre pour échapper aux vexations d'un pouvoir ombrageux et inquisiteur, cette société a jugé que le moment était enfin venu de paraître au grand jour ». Son porte-parole fut l'avocat Pottier qui développa l'origine, la tendance, les principes de l'association qu'il présidait; « principes qui sont dans le cœur de tout honnête citoyen qui cherche le bonheur de son semblable, l'avancement et l'affranchissement de la race humaine, l'accomplissement enfin des sublimes maximes que Jésus a osé pour la première fois annoncer au monde, c'est-à-dire, l'égalité de tous les hommes ».

Ce fut le conseiller d'Etat Maurice Barman qui répondit au discours de

Pottier en rendant hommage au civisme pratiqué par l'association jeune-suisse. Il terminait par ces mots : « De tels citoyens sont précieux dans un pays comme le nôtre et loin de prendre ombrage de l'existence de cette association le pouvoir doit s'en féliciter. »

Elle avait effectivement réalisé le but fondamental de son programme : l'égalité entre les deux parties du canton. Le succès obtenu aurait dû combler ses vœux et satisfaire son ambition : que ne quitta-t-elle alors la scène politique pour n'y plus reparaitre ! Le Trient n'eût pas terni et vengé St-Léonard.

J.-B. Bertrand.

---

#### SOURCES.

G. Mazzini: *Scritti editi ed inediti*, 1908.

Dora Melegari : *J. Mazzini et la Jeune Europe*, 1908.

Dora Melegari : *Correspondance inédite de J. Mazzini*, 1895.

Journaux: *Le Proscrit neuchâtelois* ; *La Jeune Suisse* ; *Helvétie* ; *Berner Volksfreund* ; *Novvelliste Vaudois* ; *Echo des Alpes*, 1839-1840.

*Statuts de la Jeune-Europe*, 1835.

*Statuts de la Jeune-Suisse*, 1836 et 1843.

*Brochures de l'époque*.

Van Muyden: *La Suisse sous le pacte de 1815*.

P. Feddersen: *Geschichte der schweizerischen Regeneration*, 1867.

Monnard: *Rapport sur la question des réfugiés*, 1836.

Roschi: *Rapport au Conseil d'Etat de Berne*, 1836.

*Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* : articles « Jeune-Europe et Jeune-Suisse ».

Dr H. Schmidt: *Die deutschen Flüchtlinge in der Schweiz*.

Hennequin: *La Jeune-Allemagne et la Suisse*, 1850.

Marg. Mauerhofer: *Mazzini et la Jeune-Europe*, 1935.

*Collection personnelle de documents et de correspondances de l'époque*. (Adrien Pottier, Louis Gard, César Gross, etc.).

---